

Biographies des intervenants

Session plénière sur les indicateurs de résultats

ASP 15 – 22 novembre 2016 (16h30 - 18h00)

Silvia Fernandez de Gurmendi, Présidente de la Cour pénale internationale

De nationalité argentine, Madame Fernández de Gurmendi a été élue juge en 2010 et a pris la présidence de la Cour le 11 mars 2015. Elle jouit de plus de 20 ans d'expérience dans le droit international, le droit humanitaire et les droits de l'homme. Madame la juge Fernández de Gurmendi a représenté l'Argentine dans le cadre d'affaires portées devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme et a délivré des avis sur les mécanismes de justice transitionnelle et sur les questions relatives à la prévention des génocides et à d'autres crimes internationaux. Madame la juge Fernández de Gurmendi a également joué un rôle important dans la négociation des instruments complémentaires du Statut de Rome en tant que présidente du Groupe de travail sur le Règlement de procédure et de preuve et du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression. Elle est professeure et auteure de nombreuses publications nationales et internationales sur la Cour pénale internationale.

Nicolas Guillou, chef de cabinet, Tribunal spécial pour le Liban

Diplômé de la Faculté de droit de l'Université de la Sorbonne en 1999, Nicolas Guillou a ensuite étudié à l'École nationale de la magistrature avant d'être nommé juge d'instruction à Meaux, en région parisienne. En cette qualité, il a instruit un large éventail d'affaires pénales, allant de meurtres à des affaires relevant de la criminalité organisée ou de la délinquance financière.

De 2006 à 2012, il a travaillé au sein du ministère de la Justice, d'abord comme adjoint au chef du bureau du droit commercial puis comme conseiller du ministre pour les affaires diplomatiques. Il a représenté le ministre lors de réunions internationales telles que le Conseil des ministres de la Justice de l'Union européenne ou le G8 et lors de réunions de la CNUDCI et de l'OCDE.

En 2012, il a été nommé magistrat de liaison pour la France au Département américain de la Justice à Washington. À ce poste, il a facilité la coopération judiciaire entre les deux pays dans des affaires civiles et pénales, notamment dans les domaines de la lutte antiterroriste, de la corruption de fonctionnaires étrangers et de la cybercriminalité. Il est chef de cabinet du Président du Tribunal spécial pour le Liban depuis novembre 2015.

James A. Goldston, Directeur exécutif du Projet de justice Société ouverte

James A. Goldston est le directeur exécutif du Projet de justice Société ouverte (*Open Society Justice Initiative*), qui vise à promouvoir l'État de droit et la protection juridique des droits dans le monde entier. Grand praticien du droit international des droits de l'homme et du droit pénal, James A. Goldston a plaidé dans plusieurs affaires marquantes devant la Cour européenne des droits de l'homme et les organes conventionnels des Nations Unies, portant notamment sur des cas de torture, sur la lutte antiterroriste et sur des faits de discrimination raciale. Il a été coordonnateur des poursuites et premier substitut du Procureur au sein du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, et procureur au Bureau du Procureur des États-Unis pour le district Sud de New York. Il est professeur de droit associé à la NYU Law School et a aussi enseigné à la Columbia Law School et à la Central European University.

Son Excellence Eduardo Rodríguez Veltzé, Facilitateur du Groupe de travail de La Haye sur la planification stratégique

Son Excellence M. Eduardo Rodríguez Veltzé est actuellement l'ambassadeur de l'État plurinational de Bolivie aux Pays-Bas. M. Rodríguez Veltzé a été le Président de l'État plurinational de Bolivie de juin 2005 à janvier 2006. De 1999 à 2006, il a exercé les fonctions de juge à la Cour suprême, assumant la présidence de la Chambre administrative et sociale et du Conseil judiciaire, et de Président de la Cour suprême. Il a également exercé des fonctions au sein du Bureau du Contrôleur général de la Nation et du ministère des Affaires étrangères et du culte, ainsi qu'à l'Universidad Católica Boliviana, à l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine, à l'Universidad Andina S. Bolívar et à l'Universidad Mayor de San Andrés.

Son Excellence M. Eduardo Rodríguez Veltzé est titulaire d'une maîtrise en administration publique de la J.F. Kennedy School of Government (Université de Harvard) et d'une licence de droit et de sciences politiques et sociales de l'Universidad Mayor de San Simon.
